

La Commune de Sprimont spoliée avec l'accord des partis traditionnels !

LES TROIS RAISONS qui font que le MCS n'approuve pas le plan stratégique d'ENODIA-RESA, le gestionnaire de réseau de distribution à Sprimont.

ENODIA (intercommunale pure de financement) rappelons-le, c'est le nouveau nom choisi par les administrateurs de **Publifin** pour tenter de faire oublier le scandale lié à cette intercommunale.

Nous avons à diverses reprises attirés l'attention du Collège Communal sur le devenir du produit de la vente des parts de l'opérateur VOO.

1ère RAISON. Les dirigeants d'Enodia, la maison-mère de Nethys, ont confirmé la répartition de l'argent qui sera tiré de la vente de la filiale Telecom, VOO. La cession de celle-ci à l'opérateur Orange Belgium rapportera en valeur nette 940 millions d'euros. Il est question notamment de distribuer 150 millions d'euros sous forme de dividendes exceptionnels aux communes et à la Province de Liège, actionnaires d'Enodia, d'affecter 40 millions à une augmentation de capital chez Noshaq (est un fonds d'investissement liégeois qui propose des solutions de financement pour la création et la croissance de votre entreprise, que nous classons, nous, dans la rubrique des « nébuleuses ») et **de réserver 250 millions à Elicio, la filiale de développement d'énergie renouvelable off-shore...** Avec d'autres, le Bourgmestre d'Andenne, le Bourgmestre d'Olné) nous ne sommes pas d'accord avec la répartition prévue car le retour financier vers les communes est insuffisant.

Certaines communes (Andenne) d'ailleurs veulent procéder à une analyse juridique de l'opération et n'exclut pas d'initier un recours administratif.

Concernant donc la vente des actifs de VOO, l'essentiel de l'argent va donc être redistribué ou investi dans des besoins très éloignés de ceux de la province" comme dans Elicio "pour créer des parcs éoliens notamment au Portugal et en Estonie... ou dans la Socofe, impliqué dans "des gestionnaires de réseau haute tension en Belgique mais aussi à l'étranger." L'ère Stéphane MOUREAU ne nous semble pas complètement éteinte.

RESA / FILIALE OPERATIONNELLE d'Enodia

2ième RAISON RESA NE REMPLIT PAS SES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC, en cause :

son incapacité à adapter le réseau en fonction de l'évolution de la demande (les panneaux photovoltaïques et le décrochage des onduleurs sont un exemple flagrant).

Les obligations de service public (OSP) des GRD Gestionnaires de Réseau de Distribution sont définies par le législateur. Les objectifs sont notamment d'assurer la sécurité d'approvisionnement des citoyens, la protection de l'environnement et l'amélioration du fonctionnement du marché de l'énergie.

3ième RAISON RESA se targue d'avoir conservé la totalité de ses actionnaires alors que beaucoup n'ont pas d'autres possibilités que de rester chez RESA, pour les raisons que le Mouvement Citoyen évoquait déjà il y a quelques mois dans le cadre du Conseil Communal. En effet, il est impossible de changer de gestionnaire de réseau pour une commune qui n'est pas limitrophe d'une commune travaillant avec un gestionnaire différent. C'est le cas de Sprimont et de bien d'autres communes. Il y a là manifestement un manque d'honnêteté

Et donc, unanimement, les conseillers du Mouvement Citoyen ont adopté un vote de sanction contre le plan stratégique qui leur a été soumis au Conseil Communal du mois d'avril alors que tous les partis traditionnels ont voté pour, comme d'habitude !

DOCUMENTATION

Voo: C'est **la marque** créée pour commercialiser l'accès à la télévision et à Internet via le câble en Fédération Wallonie-Bruxelles, et qui a donc remplacé pour le consommateur l'ensemble des anciennes intercommunales de télédistribution. Avec une nuance importante, c'est que la plupart ont été rachetées par Voo, SAUF Brutélé, qui elle s'est ASSOCIEE à ALE-Téledis (la branche télédistribution "historique" de l'intercommunale liégeoise ALE devenue Tecteo, puis Publifin, puis Enodia) au sein de ce qu'on appelle un "groupement d'intérêt économique": Voo. C'est pour ça que Nethys ne peut pas vendre Voo aujourd'hui: elle ne lui appartient pas (encore) complètement...

Brutélé: c'est l'opérateur historique de télédistribution à Bruxelles, fondé au départ de la régie d'électricité d'Ixelles, qui s'est ensuite étendu sur une partie du Brabant wallon et a racheté l'opérateur carolo. Contrairement aux autres anciennes intercommunales de télédistribution, Brutélé existe toujours, elle vend simplement ses services sous la marque Voo. Vu le contexte concurrentiel, Brutélé avait décidé de vendre l'exploitation de son câble, en choisissant son partenaire Voo. Mais ça, c'était avant de savoir que Nethys voulait vendre Voo...

Enodia: c'est le nouveau nom choisi par les administrateurs de **Publifin** pour tenter de faire oublier le scandale lié à cette intercommunale.

Finanpart: c'est une structure qui ne servait strictement à rien, si ce n'est à noyer le poisson. La preuve: sur recommandation de la commission d'enquête, Enodia a finalement accepté de supprimer cette filiale qui était officiellement l'actionnaire principal de Nethys.

Publifin: c'est un des nombreux noms qu'a porté l'intercommunale qui était au départ "l'Association Liégeoise d'Electricité", et qui est devenue Tecteo en 2014, et Enodia en 2018. Au passage, elle a diversifié ses activités dans de nombreux secteurs, dont la télédistribution, et ses investissements. Ses principaux actionnaires: la Province de Liège, majoritaire et 76 communes, principalement liégeoises.

Nethys: C'est l'entreprise proprement dite, alors que Publifin-Enodia est l'actionnaire. Une entreprise active dans de nombreux secteurs (télécom, énergie, médias...), via des filiales, qu'elle détient en tout **ou en partie**. C'est le cas pour Voo où Nethys est partenaire avec Brutélé. Le départ de son directeur Stéphane Moreau, réclamé par les politiques wallons, se fera finalement, mais pas sous forme de licenciement: celui-ci deviendra dirigeant d'une des filiales vendues, à savoir Win, actif dans les nouvelles technologies.